

Appel de l'alliance *Mut zu antirassistischer Migrationspolitik* [Osons des politiques migratoires antiracistes] :

venez à la manifestation à l'occasion de la conférence des ministres de l'intérieur

(Innenminister:innenkonferenz)

à Berlin le 15 juin 2023

En Allemagne, les politiques migratoires concernant les réfugié·e·s et migrant·e·s misent encore et toujours principalement sur la dissuasion. Du coup, les réfugié·e·s et migrant·e·s sont forcé·e·s d'habiter dans des hébergements de masse, n'ont pas le droit de travailler, sont menacé·e·s d'expulsion, subissent des violences policières racistes et sont exclus·es de la société. Nous exigeons un véritable changement de cap. Nous avons besoin de vous : À l'occasion de la conférence des ministres de l'intérieur [Innenminister:innenkonferenz, abréviation: IMK], venez manifester

le 15 juin 2023

à Berlin (le lieu exact sera communiqué ultérieurement),

à 17h30

Oui au droit au séjour, non aux expulsions

En Allemagne, des dizaines de milliers de personnes sont en situation de « Duldung » [séjour en Allemagne toléré, suspension temporaire de la décision de déportation], souvent avec une interdiction de travail, ce qui pour elles·eux signifie l'exclusion sociale et leur bloquent l'accès à l'éducation. Souvent, ceci entraîne un stress psychologique important, en plus de crainte permanente d'une expulsion. Malgré les conséquences graves bien connues de cette situation précaire (qui dure souvent depuis des années), l'Allemagne continue de miser sur des restrictions plutôt que sur de vastes dispositions légales en matière de droit au séjour. Même si le nouveau « Chancenaufenthaltsrecht »¹ [opportunité au droit de séjour] est un pas en avant, il est loin d'être suffisant. Souvent c'est l'arbitraire d'une autorité publique ou d'un·e employé·e en charge qui décide si une personne obtient ou non un titre de séjour. Nous exigeons l'arrêt immédiat des expulsions et déportations et le droit de séjour pour tous·toutes.

Oui aux logements, non aux camps

Aujourd'hui encore, les réfugié·e·s et migrant·e·s sont pour la plupart obligé·e·s de vivre dans des centres d'hébergement surpeuplés, souvent pendant des années. Cette situation est particulièrement dure pour les enfants et les jeunes. Les conditions très défavorables qui règnent dans ces centres d'hébergement (l'agitation incessante, le manque de sphère privée, visites interdites, agent·e·s de sécurité qui montent la garde à l'entrée) stigmatise et déshumanise les habitant·e·s et les isole. C'est pourquoi nous demandons que tous·toutes les réfugié·e·s et migrant·e·s aient le droit de vivre dans des logements privés dès le premier jour de leur arrivée en Allemagne.

Oui à la sécurité pour tous·toutes, non aux violences policières racistes

Les médias révèlent régulièrement des cas de violences policières racistes visant les réfugié·e·s et migrant·e·s. Mais il ne s'agit là que la partie émergée de l'iceberg. En Allemagne, le profilage ethnique et la criminalisation des réfugié·e·s et migrant·e·s, les violences policières subies lors des expulsions et déportations sont monnaie courante, même devant les enfants. Dans les centres d'hébergement il y a souvent plus d'agent·e·s de sécurité que de travailleurs·euses sociaux·ales. Au lieu d'allouer de plus en plus de ressources financières et d'accorder de plus en plus de responsabilités à la police et aux agences de sécurité, nous demandons que les moyens financiers

¹ En décembre 2022, « le Bundestag a définitivement adopté une loi créant une opportunité au droit de séjour (Chancen-Aufenthaltsrecht) qui prévoit la délivrance d'un titre de séjour de 18 mois pour les étrangers en résidence tolérée qui, au 31 octobre 2022, étaient en Allemagne depuis cinq ans de façon ininterrompue, soit environ 136 600 personnes. Ces mécanismes ne sont pas ouverts aux étrangers en situation irrégulière inconnus des autorités et qui n'ont pas le statut de résident toléré. »

<http://www.senat.fr/lc/lc316/lc316.html>

soient redistribués à long terme pour bénéficier, entre autres, le travail social, le travail avec les jeunes et pour construire plus de logements sociaux. En outre, les structures racistes au sein de la police doivent être examinées par une enquête indépendante. Car il est clair que les problèmes sociaux et sociétaux ne seront pas résolus – et n'ont pas été résolus – par la police.

Oui aux voies de fuite sûres, non à l'accueil sélectif

Chaque jour, des personnes meurent en tentant de gagner les côtes européennes. Il n'est toujours pas possible aux personnes en quête de sécurité d'arriver en Allemagne en toute sécurité. Les programmes d'accueil des Länder [États fédérés d'Allemagne] et du gouvernement fédéral offrent une possibilité. Cependant, les obstacles sont très élevés et les délais d'attente très longs. De plus, seule une infime partie des réfugié·e·s et migrant·e·s peuvent bénéficier de ces programmes. Nous exigeons des voies de fuite sûres vers l'Europe au lieu du tri sélectif et des longues procédures qui en fin de compte n'acceptent que quelques personnes. L'Allemagne doit également œuvrer pour ces changements au niveau de l'Union Européenne.

Oui à la participation, non à l'exclusion sociale

Partout dans la société, les réfugié·e·s et migrant·e·s sont traité·e·s comme des êtres humains de seconde zone. Ainsi, ce ne sont pas seulement les organismes publics et la police qui perpétuent le racisme et la discrimination systémique mais aussi les établissements d'enseignement, les services médicaux, le marché du travail, le marché du logement, l'opinion publique et de bien d'autres secteurs. L'exclusion sociale est exacerbée par le racisme et la discrimination systémique qui empêchent la pleine participation sociale. **Au niveau de l'État fédéral ainsi que des Länder, l'Allemagne doit rejeter la politique old school de dissuasion et oser une politique migratoire antiraciste qui comprend que la migration est un atout pour les sociétés diversifiées.**

Du 14 au 16 juin 2023, la conférence des ministres de l'intérieur (IMK) se tiendra à Berlin. Lors de cette conférence, les ministres et les sénateurs·trices décideront de l'avenir des personnes qui ne seront pas présentes à la réunion et qui ne pourront donc pas parler pour elles-mêmes pour parler de leur situation.

C'est pourquoi nous mettons cette question en lumière avec notre manifestation le 15 juin 2023 à 17h30 à Berlin (le lieu exact sera communiqué ultérieurement). Nous espérons vous y voir nombreux·ses.

Initié par :

Jugendliche ohne Grenzen (JoG), Flüchtlingsrat Berlin, Bundesfachverband unbegleitete minderjährige Flüchtlinge BumF, terre des hommes, Bridges Over Borders, Beratungs- und Betreuungszentrum für junge Geflüchtete und Migrant*innen BBZ, Offenes Antifa-Treffen Berlin OAT, BIPoC Ukraine & friends in germany, Seebrücke Berlin, International women* space (IWS), adopt a revolution